

**Le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel porte le fer contre le prolétariat sur tous les terrains : droit du travail, retraites, école publique**  
**Il faut l'affronter et le défaire**  
**Pour ce faire, il faut imposer au PS, au PCF, aux dirigeants des organisations syndicales qu'ils rompent leur collaboration et leur soutien politique à ce gouvernement**

---

**Une sinistre euphorie**

---

Wall Street a retrouvé son niveau d'avant 2007. A Francfort, à Londres la progression est à peine moindre. Goldman Sachs, Morgan JP annonce des résultats 2012 impressionnants, sur la base exclusive des opérations financières liées à la spectaculaire remontée des actions. Pour réaliser des opérations financières juteuses, il ne faut pas perdre une minute. C'est pourquoi *Le Monde* du 12 mars nous apprend que la New York Exchange étudie les mesures pour que, en cas de nouvelle catastrophe météorologique du type de l'ouragan Sandy, la Bourse puisse continuer à fonctionner de manière continue. Que cessent de tourner les usines, que ferment les magasins, que le métro cesse de fonctionner, qu'il n'y ait plus d'électricité, que les hôpitaux, les écoles ne puissent plus assurer leurs tâches ; mais que la Bourse, elle, ne connaisse pas d'interruption ! Voilà ce qui est essentiel du point de vue du capital financier ! Voilà un concentré des finalités de la société capitaliste.

Mais l'effacement des pertes boursières accumulées depuis 2007, est-ce l'effacement de la crise ouverte en 2007 ? Les plus enthousiastes thuriféraires du système capitaliste n'osent l'affirmer. Et les plus lucides voient bien que la frénésie boursière loin d'être un signe de guérison du malade est au contraire le plus inquiétant des symptômes de l'aggravation du mal. Le 20 janvier, toujours dans *Le Monde*, Patrick Artus s'inquiète : « *C'est*

*à nouveau une bulle... Les investisseurs ne regardent plus les fondamentaux des actifs qu'ils achètent : la situation économique se dégrade encore, les pays émergents ont des problèmes... La croissance mondiale et celle des Etats-Unis ralentissent. »*

Pourquoi donc l'exubérance boursière ? Aux Etats-Unis, à Londres, à Tokyo, la planche à billets fonctionne à plein régime. En Europe même, la BCE prête aux banques à des taux inférieurs à l'inflation. Des masses énormes de liquidités sont mises ainsi à disposition. Les taux d'intérêt des obligations d'État dans les grands pays impérialistes – aux Etats-Unis d'abord mais aussi au Japon, en Allemagne, en Grande-Bretagne, et même en France – sont au plus bas. Dans ces conditions, cette masse énorme de capitaux flottants se reportent sur le marché des actions et sur les opérations spéculatives de toute sorte. N'est-il pas extraordinaire qu'au moment où la surproduction en matière de métaux frappe des zones entières, en particulier l'Europe, le prix du minerai de fer.... ait augmenté de 80% depuis septembre 2012 ?

Artus n'a certes pas tort de s'inquiéter. Les plus grandes crises du capitalisme ont le plus souvent été précédées d'une telle frénésie boursière. On se rappelle les propos du président de la BCE Greenspan fustigeant l'« exubérance irrationnelle des marchés » avant 2007.

(Suite page 2)

Entre mars 1926 et octobre 1929, le cours des actions augmente de 120%. Les profits spéculatifs sont sans commune mesure avec les profits effectivement réalisés sur le terrain de la production ; et ceux-ci eux-mêmes sont sans rapport avec l'évolution de la production elle-même. Mais cette distorsion ne saurait durer éternellement. Le krach boursier constitue un brutal rappel à l'ordre de la réalité de l'économie capitaliste. Il manifeste le fait que l'autonomie de la sphère financière est limitée, qu'elle ne

saurait s'émanciper totalement de la réalité de la production.

*Combattre pour le socialisme* se gardera bien de lancer des prophéties sur le moment ou sur le lieu de la planète où se déclencherait le nouveau tsunami financier, plus dévastateur encore que le précédent. Mais le fait est que tous les indices sont réunis, annonciateurs d'une telle catastrophe.

---

### Etats-Unis : le déclenchement des « coupes automatiques »

---

Faute d'accord entre Républicains et Démocrates (les Républicains sont majoritaires à la Chambre des représentants), s'est enclenchée aux Etats-Unis la mécanique dite des « coupes automatiques ». On présente souvent l'opposition entre Obama et les Républicains comme l'opposition entre un président qui voulait, pour tenter de juguler la dette, augmenter la fiscalité des riches et un Parti républicain qui voulait tailler dans les dépenses sociales (Medicare, Education, indemnités chômage, etc.). Si telle est bien la position des Républicains, il faut préciser que les propositions d'Obama comportaient elles-mêmes de brutales coupes dans l'ensemble des budgets dits « sociaux ».

Le fait est en tout cas que le déclenchement des « coupes automatiques » procède bel et bien d'un accord entre Républicains et Démocrates pour faire porter tout le fardeau de la prétendue « lutte contre les déficits » sur les épaules du prolétariat, de la jeunesse américaine et, au-delà, des couches populaires : réduction des crédits d'enseignement et conséquemment mise au chômage

partiel ou total d'enseignants, nouvelle réduction des indemnités chômage, réduction des aides au logement et des aides alimentaires aux plus démunis. Déjà, les conséquences se déclinent partout : fermeture d'écoles, en particulier dans les quartiers populaires et noirs, sous l'hypocrite prétexte qu'elles n'ont pas de bons résultats, renoncement à l'entretien des routes, remise en cause des conditions de sécurité dans les aéroports, etc. Telles sont les conséquences pour les masses. Mais il faut ajouter que le gouvernement américain est conduit lui-même à une certaine baisse du budget militaire, ce qui n'est pas sans conséquence sur l'économie américaine dans son ensemble où les industries liées à l'armement jouent un rôle décisif de volant d'entraînement pour l'économie dans son ensemble. L'effet prévisible est donc un effet de récession dans une situation où le dernier chiffre connu – il faut plus que jamais faire abstraction des « prévisions » pour la suite –, celui du quatrième trimestre 2012, faisait déjà état d'une baisse de la production (-0,1%).

---

### Union européenne : retour à la réalité sur la crise de l'Euro

---

Pendant plusieurs mois, les « spécialistes » économiques aux ordres ont chanté la victoire remportée contre la crise de l'Euro et en même temps ses héros : notamment Draghi qui, à la tête de la BCE, en annonçant qu'il le défendrait coûte que coûte, avait « apaisé les marchés » (sic). Quant à Monti, en Italie, il avait montré son aptitude à faire avaler au prolétariat italien une avalanche de contre-réformes pour ramener la « confiance ». On ne disait pas que toute l'aptitude de ce dernier tenait dans la collaboration de la direction de la centrale syndicale italienne : la CGIL. Et la baisse des taux d'intérêt même limitée en Espagne, en Italie, en Irlande était saluée par tous.

Et puis patatras ! « *Alors qu'on la croyait sauvée, la zone Euro à nouveau menacée* » annonce ingénument *Le Monde* du 5 mars.

C'est sans doute que la guérison antérieure n'existait que dans l'imagination des commentateurs. C'est du reste ce que nous indiquions dans le précédent numéro de notre bulletin *Combattre pour le socialisme*. Dans un organisme atteint d'un diabète sévère, la moindre égratignure se transforme en gangrène. Il en va de même de l'état du système bancaire et de manière connexe des finances des Etats en Europe. C'est ce que révèle la situation à Chypre aujourd'hui au-devant de la scène.

---

### Chypre : lorsque la situation d'un État minuscule menace de dislocation toute l'Union européenne

---

Le poids économique de Chypre dans l'Union européenne est infinitésimal : en 2012, 0,13% du PIB de l'Union européenne, soit à peine plus d'un millième.

C'est notamment pour cette raison que l'impérialisme allemand, dans un premier temps, avait exprimé sur la question, face au risque de faillite que l'île encourrait, une position qu'on pourrait résumer cyniquement ainsi : « Qu'elle crève ! ». Mais le poids des banques y est 8 fois supérieur à celui du PIB. Et pour cause : l'impôt sur les profits du capital bancaire y est dérisoire (10%) et les banques cypristes jouent le rôle de lessiveuse de l'« argent sale », issu des trafics en tout genre. Il faut préciser toutefois : pas davantage que le Luxembourg, la Suisse ou la City de Londres !

Pour le reste, la situation de Chypre a un air de déjà-vu, concentrant jusqu'à la caricature tous les traits du parasitisme propre à l'impérialisme putréfié : spéculation immobilière forcenée, opérations bancaires de plus en plus périlleuses pour attirer les capitaux par des profits records. Ainsi, les banques cypristes ont continué à acheter de la dette grecque, quand les autres banques la vendaient, persuadées que finalement la bourgeoisie grecque serait à même de saigner suffisamment son prolétariat pour payer des taux d'intérêts usuraires. Et au bout du compte, la culbute : la bulle immobilière explose, la dette grecque est « restructurée » sur le dos des investisseurs imprudents, la quantité de créances douteuses des banques cypristes progresse de façon exponentielle. Il faut alors recapitaliser

les banques au prix d'une progression géométrique de la dette de l'État, sans pour autant que la situation des banques soit assainie !

Laisser crever Chypre ? Du point de vue des intérêts généraux du capital financier, c'est à vrai dire impossible. Le précédent Lehman Brothers est présent dans toutes les mémoires. Non seulement parce que les conséquences de la faillite de Chypre et de ses banques ne se limiteraient sûrement pas au périmètre de l'île ; mais aussi parce qu'une telle faillite risquerait fort de précipiter une panique bancaire générale, en particulier dans les pays où les banques sont à l'extrême bord du précipice.

C'est le cas de l'Espagne. *Le Monde* du 17 mars décrit ainsi la situation : « *Madrid a obtenu, en 2012, de Bruxelles, un prêt de 40 milliards d'euros. Elle a dû nationaliser quatre banques et devrait en faire autant avec deux autres cette année. « Il sera ardu pour le gouvernement de récupérer son investissement... Le fonds public de restructuration ordonnée bancaire a dû renoncer à vendre Caixa Catalana, faute d'acquéreur. La raison est simple : elle est en faillite, tout comme Bankia. » (...) Bankia inquiète particulièrement les analystes. La banque issue de sept caisses d'épargne régionales a reçu 18 milliards d'euros en 2012. Mais ses pertes se sont élevées à 19,2 milliards en 2012 alors qu'il lui a fallu provisionner 26,8 milliards d'euros pour couvrir ses actifs toxiques. Des économistes craignent qu'elle ne se transforme en un puits sans fond, malgré le transfert des actifs les plus toxiques à une bande de défaisance (bad bank), la Sareb. »*

L'UE, le FMI et la BCE, à travers des affrontements entre puissances impérialistes poussés à leur paroxysme – l'Allemagne poussant à un écrémage des déposants encore plus important –, ont donc dû y aller de leur « plan » pour éviter la faillite de Chypre. Mais voilà que ce plan se

transforme lui-même en accélérateur de la crise qu'il était censé juguler. La décision de racketter purement et simplement les déposants, l'UE faisant ainsi régler la note non seulement aux petits déposants mais aussi aux capitalistes mafieux pour beaucoup en provenance de Russie, s'est d'abord heurtée à l'opposition toutes classes confondues de Chypre : les banquiers ainsi privés de leur source de profit, et les employés de banque confrontés à la perspective d'un licenciement quasi immédiat. Au bout du compte, si le plan finalement adopté épargne les petits déposants, c'est bel et bien le prolétariat cyprite qui paiera cependant le plus fortement la facture, puisque ce plan, qui prévoit la mise en liquidation de la deuxième banque du pays et la restructuration de la première, va se traduire par des milliers de licenciements. Ce qui, à l'échelle d'un pays d'1 million d'habitants et compte tenu du poids démesuré du secteur bancaire dans l'économie de l'île, ne peut aboutir qu'à un effondrement économique et à un scénario à la grecque. De plus, ce plan devait s'accompagner d'un mémorandum instaurant le gel des salaires et des pensions, le recul de l'âge de départ à la retraite, des hausses d'impôts et une accélération des privatisations

Au-delà de l'île et à l'échelle de l'UE, pour la première fois, les dépôts ne sont plus garantis. Dangereux précédent ! Et pour la première fois en Europe, comme en Argentine il y a plus de dix ans, les banques ont fermé plusieurs jours, interdisant toute transaction par crainte d'une ruée sur les dépôts bancaires... qui aurait pour conséquence la ruine irrémédiable des banques qu'il s'agit pourtant de sauver.

On peut le pronostiquer sans risque : l'« accord » trouvé à Bruxelles n'a aucune chance de stabiliser durablement la situation. De nouvelles secousses à Chypre ou ailleurs sont inévitables.

---

### « Il faudrait pouvoir faire tomber la pièce sur la tranche »

---

Réduction des déficits, amélioration de la « compétitivité » : les mêmes recettes sont à l'œuvre dans tous les pays par les gouvernements au service du capital. Ces recettes reviennent toutes en fait à ceci : baisser drastiquement le coût de la force de travail, diminuer le salaire direct ou indirect, opérer une dévalorisation massive du capital pour rétablir le taux de profit en fermant les usines, en licenciant par milliers les travailleurs, diminuer les « dépenses sociales » en supprimant en masse les postes de fonctionnaires, en fermant ou privatisant les hôpitaux, en fermant les écoles et en privatisant les établissements scolaires. Tel est le tableau universel des politiques suivies par les gouvernements bourgeois.

Or loin de surmonter la crise, ces mesures n'aboutissent qu'à la généralisation du marasme économique, à l'approfondissement de la récession.

La Grande-Bretagne, où 750 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés, où la prochaine loi de finances prévoit encore 13 milliards de coupe dans les budgets publics, où l'impôt sur les sociétés a été diminué de 2008 à aujourd'hui de 28% à 20%, illustre cette impasse. Malgré la politique barbare d'attaque contre les masses du gouvernement Cameron, le déficit est à 7,4%, la dette publique continue à enfler, la croissance quasiment nulle.

L'Irlande est vantée par les dirigeants de l'UE, du FMI comme le bon élève de l'Europe parce que la fiscalité y est particulièrement basse, parce que la ponction sur les revenus des masses (chaque travailleur irlandais paie chaque année depuis 2008 des centaines d'euros pour renflouer l'Anglo Irish Bank) y est massive ; tout autant que la diminution des salaires. Et malgré tout, la croissance y demeure anémique et pour cause : « *Les seules entreprises qui en profitent vraiment sont les multinationales installées en Irlande dont les exportations en hausse tirent la croissance. L'économie intérieure, elle continue à se contracter : elle s'est réduite d'un quart depuis le début de la crise.* » *Le Monde*, 15 mars

C'est encore plus vrai des pays du sud de l'Europe, à ceci près que là on n'est plus dans une situation de stagnation mais de franche récession. Autre « bon élève » : le Portugal. « *Sous perfusion financière depuis 2011, le pays a jusqu'ici appliqué au pas de charge les coupes budgétaires imposées. De nouvelles économies dans les dépenses, de l'ordre de 4 milliards sont au programme (...) Jusqu'ici la purge a tardé à montrer ses bienfaits (...) Le pays a certes regagné en compétitivité. Mais les exportations ne comptent que pour un tiers de son PIB. Et le marché intérieur, lui, est à l'arrêt, sous l'effet des baisses de salaires et des retraites et de l'explosion du*

*chômage (...) Le Portugal a connu en 2012 sa récession la plus grave depuis 1975 à -3,2% » Le Monde 17 mars. Le même tableau vaut pour l'Italie qui, malgré une balance commerciale excédentaire, a connu une récession de l'ordre de 2% en 2012, etc.*

Mais que signifie ce trait commun à des pays tels que l'Italie, le Portugal, l'Irlande ? Cela signifie que les gains de productivité, l'amélioration de la compétitivité ne peuvent être obtenus que par la restriction du marché. Car la section II dont parle Marx dans *Le Capital*, celle de la production des biens de consommation, ne peut vivre sur la seule base des biens de consommation à l'usage de la bourgeoisie elle-même – dont le marché continue certes, lui, à être en extension. La diminution drastique des capacités de consommation du prolétariat aboutit inéluctablement au rétrécissement de ce secteur. Et le rétrécissement de la section II ne peut qu'aller de pair avec celui de la section I, la production des moyens de

production, c'est-à-dire l'investissement. Autrement dit, chaque économie capitaliste ne peut lutter pour augmenter sa part du marché mondial qu'en contribuant à la réduction générale du marché mondial, c'est-à-dire en précipitant une catastrophe économique plus grande pour l'avenir. Comme le dit à propos du Portugal un dirigeant de Citybank, il faudrait pouvoir à la fois augmenter la compétitivité et le marché intérieur. Autrement dit, « *il faudrait pouvoir faire tomber la pièce sur la tranche.* ». La question est donc, dans le cadre du système capitaliste, parfaitement insoluble. Certes, à cette étape du développement inégal et combiné de la crise du capitalisme, on n'en est pas encore à l'échelle mondiale à une réduction en valeur absolue du marché. Mais c'est bien cette tendance qui se manifeste en Europe d'abord et qui prépare la transformation de la stagnation en récession, et demain de la récession en dépression.

---

### Impossible « relance »

---

Quant à la possibilité d'échapper à l'échelle locale – celle d'un pays ou d'un groupe de pays – à cette mécanique infernale par une politique dite de « relance », elle est totalement illusoire. Le budget de l'UE, sous l'égide conjointe des impérialismes allemand et anglais, a tourné radicalement le dos à toute politique d'investissement qui, dans l'état actuel, ne pouvait être financée que par la dette. C'est un camouflet supplémentaire infligé à Hollande. Quant à la ritournelle répétée dans les sommets des appareils du mouvement ouvrier consistant à dire qu'« il suffirait » d'augmenter les salaires pour favoriser la reprise, elle ne résiste pas à la première réflexion. Si d'aventure un pays s'y risquait – pure hypothèse d'école au demeurant –, la conséquence en serait immédiatement que, dans le cadre du marché mondial, ses marchandises seraient invendables et par conséquent la récession plus brutale encore. Mais en réalité, les dirigeants qui distillent ce genre de fadaïses n'en croient pas un mot eux-mêmes. Ils visent simplement par là à faire croire qu'il y aurait une solution dans le cadre du capitalisme lui-même, que ce système a un avenir. Alors qu'à l'inverse cette crise, crise

de surproduction, est la crise du système lui-même, la contradiction insurmontable entre le caractère social de la production et le caractère privé de la propriété des moyens de production. « *Dans le développement des forces productives, le mode de production capitaliste trouve une limite qui n'a rien à voir avec la production de la richesse en soi ; et cette limitation bien particulière témoigne du caractère limité et purement historique, transitoire du système capitaliste. Elle témoigne qu'il n'est pas un mode absolu de production de la richesse, qu'au contraire il entre en conflit avec le développement de celle-ci à une certaine étape de l'évolution.* » écrivait déjà Marx dans *Le Capital* (Livre III, Tome I, Chapitre XV).

L'approfondissement de la crise, le fait que toutes les mesures prises par la bourgeoisie dans les différents pays loin de permettre sa résorption ne font que l'aggraver, illustre ce que disait Marx. Une telle situation montre l'urgence d'en finir avec le capitalisme. Ce qui pose la question de la situation du prolétariat et de sa capacité à le mettre à bas.

---

### Les combats du prolétariat buttent sur l'absence de toute perspective politique

---

*Combattre pour le socialisme* peut faire état à chaque nouveau numéro de mouvements de masse engagés par le prolétariat en défense de ses conditions d'existence. Ce numéro ne fait pas exception à la règle : manifestations massives en Espagne contre la privatisation des hôpitaux en particulier, énormes manifestations au Portugal le 2 mars sur le mot d'ordre : « *Dehors la troïka ; dehors le gouvernement* » reprenant le chant de la révolution de 1974, puissantes manifestations en Slovaquie. En Bulgarie, éclatent des manifestations spontanées contre le racket par les compagnies privées d'électricité – tchèques et autrichiennes – assommant la population bulgare avec des factures... dépassant de loin le montant des retraites... et avoisinant le montant des plus bas salaires. Les manifestants avancent l'exigence de « renationalisation » des compagnies en question. Ils se heurtent violemment à l'appareil de répression ; ils obtiennent même la démission de Borissov, le Premier ministre ... qui est remplacé quelques jours plus tard par son ancien ministre Rikov.

Ainsi se manifeste le désarroi politique du prolétariat. Si imposantes que soient ses manifestations ; il bute sur l'absence de toute perspective politique.

Évidemment, il faut distinguer entre les situations. En Bulgarie, il n'y a pas l'ombre d'un parti ouvrier ; l'ex-parti stalinien composé d'oligarques mafieux ne pouvant en aucun cas être considéré comme tel. Les masses ne disposent pas du moindre instrument politique pour combattre pour leur propre gouvernement. Il en va autrement par exemple au Portugal. Lorsque des centaines de milliers de manifestants le 2 mars scandent : « *Dehors la troïka ! Dehors le gouvernement !* », cela pose la question : pour le remplacer par quoi ? Et il n'y a pas d'autre réponse à cette question que celle-ci : par un gouvernement du PSP et du PCP (du Parti Socialiste et du Parti Communiste Portugais). Mais les travailleurs portugais savent qu'il n'y a pas deux ans, c'est le gouvernement Socrates vertébré par le PSP, qui avait scellé lui-même l'accord avec la troïka au nom duquel

l'actuel gouvernement Passos Coelho prend aujourd'hui les plus violentes mesures contre les masses. Ils savent que tant le PSP que le PCP – à la tête de la CGTP (Confédération générale des travailleurs portugais) – ne se prononcent pas pour la dénonciation de l'accord avec la troïka, accord dont ils viennent de demander le réaménagement, ni pour le refus de payer la dette, ni pour les mesures visant à rompre avec la domination du capital, à commencer par l'expropriation des banques. Le combat pour un gouvernement PSP-PCP suppose donc qu'on précise que les travailleurs devront exiger d'un tel gouvernement qu'il satisfasse les revendications. Il

suppose qu'on indique quelles seraient les tâches d'un véritable gouvernement ouvrier. Telle serait l'orientation politique de tout regroupement combattant véritablement pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire au Portugal. Force est de constater qu'aucune force politique au Portugal ne mène ce combat. C'est la manifestation locale d'une situation plus générale : le prolétariat manque cruellement de partis révolutionnaires, d'une internationale ouvrière révolutionnaire sans lequel le prolétariat ne peut mettre à bas le capitalisme qui, si putréfié soit-il, ne mourra pas de mort naturelle !

---

### Italie : Grillo et son mouvement 5 étoiles, un charlatan archi réactionnaire et anti-ouvrier

---

En Italie, où les dirigeants du PSI et du PCI ont pris eux-mêmes en charge la liquidation totale de leurs partis de sorte qu'il n'y a plus aujourd'hui, même sous la forme ultra-dégénérée où ils existent dans la plupart des pays de l'Ouest de l'Europe, de partis d'origine ouvrière. Le PD (Parti démocrate), issu de la dissolution de l'ex-PCI dans un conglomérat avec des forces purement bourgeoises, a coupé toute continuité avec un passé de parti ouvrier.

Le résultat de cette décomposition politique est donné par les élections qui viennent d'avoir lieu : tous les élus appartiennent à des formations de la bourgeoisie. La Berezina électorale de Monti s'est accompagnée du recul de tous les partis qui avaient soutenu sa politique de contre-réformes, le soutien décisif provenant cependant de la direction de la CGIL, la principale centrale syndicale ouvrière. Mais le grand vainqueur de ces élections est Grillo et son Mouvement Cinq Etoiles.

Suffit-il que le millionnaire genevois proclame "tous dehors" pour pouvoir se féliciter de son succès comme le proposait par avance JL Mélenchon sur son blog le 15 février ? "(...) *En Italie jusqu'à la dernière minute, des rassemblements immenses se sont opérés sur les places pour dire "tous dehors!"*. Un peu plus loin : *"Mais qui ne voit Beppe Grillo, en Italie, envahir les places publiques à notre manière, proposer un haut salaire minimum à 1000 euros et animer ses rassemblements aux cris de "tous dehors?"* et de mettre en garde les sceptiques : *"inutile après cela de remplir les commentaires de ce blog avec des dénonciations du contenu du discours de Grillo."*

Inutile la caractérisation précise du M5S ? A qui servirait l'ignorance ? Et à quoi sert Grillo ?

Première chose : ce mouvement violemment anti-parti se constitue par simple adhésion à un blog de "marque déposée" dont Grillo est le seul propriétaire. Il peut faire la pluie et le beau temps dans un cadre d'un "non-statut" qui définit une association distincte d'un parti "sans organismes dirigeants ou représentatifs", donc sans réel débat interne, sans congrès, sans discussions ouvertes, sans vote sur les axes programmatiques, etc. Mais l'idéologue et éminence grise de Grillo est Casaleggio de "Casaleggio et associés", une des plus puissantes entreprises du secteur informatique. Dans le staff de l'entreprise, on trouve un homme lié au groupe de presse du patronat italien "Il Sole 24 Ore", à un hobby italo-américain ...

Grillo lui-même, lors de sa campagne électorale, n'a pas négligé les rencontres à huis clos avec les patrons des petites entreprises, particulièrement implantées dans le

Nord-Est, où ils constituaient la base de la clientèle de la Ligue du Nord. Ils n'auront pas été désorientés par le discours anti-euro du comique, exprimant la nostalgie du bon vieux temps des dévaluations compétitives de la Lire. Mais il n'est pas pour autant ennemi des capitaux étrangers : *"Le M5S va soulever une vague de légalité et de respect pour la loi qui fera du bien à l'Italie. Tous les étrangers, les Français et les Allemands pourront investir en se sentant finalement mieux protégés et garantis"*.

Message bien reçu par l'ambassadeur des Etats-Unis à Rome, qui, s'adressant aux jeunes du Lycée Visconti (à l'occasion de la journée pour l'orientation professionnelle) a déclaré :

*"Vous les jeunes vous êtes l'avenir de l'Italie, un pays très important dans le monde. Je sais qu'en ce moment il y a des problèmes et des défis, il y a des problèmes avec la méritocratie. Mais vous pouvez prendre en main votre pays et agir, comme le M5S, pour les réformes et le changement"*.

La haine du mouvement ouvrier de Grillo se concentre dans cette violente attaque anti-syndicale : *"je veux un État qui ait des c... . Éliminons les syndicats qui sont des vieilles structures, comme les partis"* il n'a, par contre, pas un mot contre l'orientation opportuniste des dirigeants.

*L'Osservatore Romano* peut donc affirmer sans réserve la compassion du Vatican : *"Si les dimensions du succès que connaîtra le M5S sont encore inconnues, c'est un phénomène transversal que l'on liquide encore trop souvent comme expression de l'anti-politique, du populisme ou de la démagogie"*.

Autre point commun avec la Ligue du Nord, Grillo professe la haine des immigrés : il s'est prononcé contre la naturalisation des enfants issus de l'émigration et nés sur le territoire italien et, dans un spectacle, il s'était laissé aller à donner des conseils aux carabinieri pour le passage à tabac des immigrés qui *"nous cassent les c..."*. Pour que tout soit clair les non-Italiens ne peuvent pas adhérer au M5S.

Par contre, la responsable du groupe M5S au Parlement ne risquera pas l'exclusion pour avoir porté sur le fascisme le jugement suivant : *" avant qu'il ne dégénère le fascisme avait une dimension nationale communautaire qui puisait à pleines mains dans le socialisme, un haut sens de l'État et de la protection de la famille"*.

Alors à quoi sert Grillo? Il l'a fort bien résumé lui-même : *"J'ai canalisé toute la rage avec mon mouvement. Ils devraient tous nous remercier un par un, si nous échouons l'Italie sera en proie à la violence dans les rues."*

Voilà le genre de pourriture qui se développe sur le terreau de la décomposition du mouvement ouvrier. Voilà qui indique à nouveau l'urgence du combat pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire.

---

### **La situation de l'impérialisme français continue à se dégrader...**

---

En France, il y a à peine dix mois, les travailleurs ont donné tous les moyens au PS, au PCF de constituer un gouvernement de leurs partis pour rompre le cours des attaques ininterrompues contre eux. Mais précisément, la crise générale du capitalisme qui frappe particulièrement le pays – puisque la France cumule à la fois la baisse continue de ses parts du marché mondial, comme en témoigne l'effondrement de l'industrie automobile, et l'affaissement de sa demande intérieure, comme en témoigne l'effondrement du secteur de la construction – ne laissait aucun troisième terme face à l'alternative brutale suivante. Ou bien le surgissement du prolétariat imposait par son propre mouvement un gouvernement des seuls PS et PCF dont les travailleurs auraient exigé satisfaction des revendications, ce qui est impossible sans s'en prendre radicalement au capital. Ou bien contre le vote de mai dernier, la constitution d'un gouvernement d'alliance avec la bourgeoisie qui ne pouvait même pas se contenter d'entériner les contre-réformes de la décennie Chirac-Sarkozy mais était condamné à porter plus profondément le fer contre le prolétariat.

En l'absence d'un tel mouvement, Hollande a constitué ce gouvernement d'alliance avec la bourgeoisie, et ce d'ailleurs contre la volonté de ceux qui l'ont élu, mais conformément à son programme, qui était tout entier – rappelons-le – axé sur la « réduction des déficits », la

« restauration de la compétitivité », bref un programme 100% conforme aux exigences de la bourgeoisie.

Depuis sa constitution, le gouvernement n'a cessé de se conformer à ces exigences. Pourtant, sur tous les plans, c'est la débandade. Le gouvernement vient d'avouer que l'objectif des 3% de déficit budgétaire en 2013 ne serait pas atteint. La production industrielle continue de baisser, le PIB lui-même a chuté de 0,3% au troisième trimestre 2012. Le chômage bat tous les records. Les profits du CAC 40 ont diminué de manière sensible en 2012 – ce qui n'empêche pas l'augmentation des dividendes.

Sur le plan de la place de l'impérialisme français, cela ne va pas mieux. Certes, avec le soutien honteux des directions du PS et du PCF, comme celle des syndicats, l'intervention militaire continue au Mali. Mais, avertit l'éditorial du *Monde* du 27 mars, toujours à l'avant-garde de la réaction, les restrictions prévues au budget militaire font que d'ici quelques années, la France n'aura plus les moyens d'une telle intervention alors que sa place dans l'ordre impérialiste mondial tient tout entière à son armée. Et puis voilà qu'en Centre Afrique, l'impérialisme français voit voler en éclats l'accord qu'il avait fait adopter au forceps entre Bozizé et les « rebelles » pour préserver ses positions ; ces derniers ayant sans coup férir balayé le dictateur mis en place depuis 10 ans par la France pour préserver ses intérêts.

---

### **... Malgré l'engagement du gouvernement français dans une course éperdue aux contre-réformes anti-ouvrières**

---

Ainsi le gouvernement est aux abois. Pas par rapport à une offensive du prolétariat, hélas. Mais par rapport à la pression redoublée de la bourgeoisie qui le somme de cogner toujours plus vite et plus fort.

Et c'est sous l'aiguillon de celle-ci qu'il accélère le rythme des contre-réformes réactionnaires.

Feu contre la Fonction Publique. Le dernier acte de Cahuzac a consisté à annoncer après les 2 milliards de « surgel » de crédits au budget 2013, 6 milliards de coupes supplémentaires dans les ministères à inscrire au budget 2014. La MAP (« modernisation de l'action publique »), par sa brutalité, va rapidement faire apparaître rétrospectivement la RGPP de Sarkozy-Fillon comme une potion bien douce en comparaison. Entre parenthèses, on comprend les regrets unanimes du départ de Cahuzac, digne représentant d'un gouvernement tout entier au service du patronat : avec ce qu'il faut de morgue et de suffisance, de cynisme aussi. Point besoin d'avoir l'absolue assurance de sa possession d'un compte en Suisse. Ne suffit-il pas de dire que ce triste sire avait monnayé son expérience au cabinet du ministre de la santé Evin du gouvernement Jospin pour constituer un cabinet conseil auprès des trusts pharmaceutiques pour leur apprendre à contourner les quelques dispositions légales contrariant le libre négoce de médicaments dont la mise sur le marché dépend des profits escomptés plus que des

effets thérapeutiques souhaitables, comme l'ont montré quelques scandales récents. Voilà l'homme présenté comme un des plus brillants représentants de ce gouvernement !

Feu contre la Fonction publique toujours, avec l'acte trois de la décentralisation. Au moment où le gouvernement réduit drastiquement les dotations aux collectivités locales, il transfère aux régions de nouvelles fonctions et non des moindres : formation professionnelle, universités, etc.

Feu contre l'Enseignement public : la loi Peillon est en cours d'adoption. La loi Fioraso sur l'Enseignement supérieur et la recherche est à l'ordre du jour de l'Assemblée dans moins de deux mois. Nous renvoyons le lecteur à l'article enseignement, pour la première, au supplément *CPS*, pour la seconde, qui leur sont consacrés dans ce numéro. S'agissant de la loi Peillon, les représentants de l'UMP à l'Assemblée disent en substance : « *Tout cela est bel et bon mais reste virtuel si vous ne vous en prenez pas sérieusement au statut des enseignants* ». Et Peillon de répondre : « *Un peu de patience ; on y vient dans la concertation avec les dirigeants syndicaux qui d'ailleurs réclament eux-mêmes que le statut soit modifié* ».

Feu contre les retraites. Au nom bien sûr de l'augmentation de l'« espérance de vie », au moment où précisément celle-ci a cessé d'augmenter et a même

commencé à régresser sous l'effet de la crise et des attaques contre les acquis sociaux ! La « commission d'experts » travaille sur la base de la « feuille de route » du gouvernement, après que celle-ci a été éclairée par le rapport du « Conseil d'Orientation des Retraites » : augmentation des annuités nécessaires, augmentation des cotisations soustraites au salaire, augmentation de l'âge légal, diminution des pensions versées. Voici les termes de l'alternative. A moins que la contre-réforme n'opte pour un cocktail de toutes ces mesures.

Feu contre la Sécurité sociale, avec le projet de loi « dépendance » qui sort de la Sécurité sociale les soins aux personnes âgées dépendantes pour ouvrir un marché juteux aux assurances privées et autres fonds de pension investissant dans les maisons de retraite.

Feu contre le droit du travail, avec la transformation en projet de loi de l'accord national cosigné par le MEDEF et la CFDT (voir plus bas).

---

### Les députés PS au garde à vous devant le gouvernement. Le rôle particulier du PCF et de Mélenchon

---

Les travailleurs ont envoyé une majorité PS-PCF au Parlement (le PS disposant à lui seul de la majorité). Mais on peut constater que non seulement les députés PS n'ont pas une seule seconde remis en cause la politique anti-ouvrière du gouvernement dont ils votent toutes les lois anti-ouvrières, mais même qu'ils font assaut de propositions réactionnaires pour aller plus loin, plus vite dans cette voie. Alors qu'en 2003, le congrès du PS en pleine mobilisation se prononçait encore pour le retrait de la loi Chirac-Raffarin-Fillon instaurant les quarante annuités dans la Fonction publique, les seuls députés PS qu'on ait entendus récemment se sont exprimés, tel Le Guen et même Emmanuelli, figure de la prétendue « aile gauche », pour aller plus vite dans la mise en œuvre des 42 annuités et de l'âge légal à 62 ans.

Plus généralement en matière de « réduction des déficits », les députés PS font preuve d'une grande inventivité : Eckert, président de la commission du budget, propose une nouvelle augmentation de la TVA, deux députés PS proposent le plafonnement des allocations familiales à partir de 53000 euros de revenus annuels, soit une famille dont les deux membres ont un salaire mensuel d'à peine plus de 2200 euros par mois ... pour aider à financer les 20 milliards de cadeaux aux patrons du « pacte compétitivité ». Quant à la loi flexibilité, on apprend que tous les députés PS vont la voter comme un seul homme y compris les députés de la prétendue « gauche » du PS... les mêmes qui ont été « saluer », bien sûr, les manifestants du 5 mars qui, eux, croyaient sans doute défilé contre !

Quant aux députés PCF, ils jouent sans doute leur propre partition. Mais en toute circonstance, ils prennent garde à ce que cette partition ne nuise pas à la bonne tenue du concert. Ainsi, Chassaigne et Buffet annoncent leur

intention de ne pas voter contre la loi Peillon. Et plus récemment, n'a-t-on pas assisté à une admirable coalition avec le soutien bruyant du PCF derrière la proposition de loi de l'UMP au Sénat visant à priver des allocations familiales les familles pour lesquelles intervient l'aide sociale à l'enfance !

Mais, dira-t-on, Mélenchon, dont il faut préciser que le Parti (le Parti de Gauche) n'a plus de député, ne fait-il pas entendre une autre voix, critiquant sévèrement le gouvernement ? Soit, mais sur quelle orientation ? L'épisode récent au congrès du Parti de Gauche est éclairant. Le rapporteur critique les « salopards » de l'UE qui ont adopté le récent plan pour Chypre. Soit. Parmi les « salopards » en question, Moscovici ministre de l'économie du gouvernement. Le PS s'indigne. Mélenchon précise : « *Moscovici ne pense pas français, mais finance internationale* ». Ainsi, ce n'est pas parce que les plans de l'UE, du FMI, de la BCE écrasent les travailleurs, à commencer en l'occurrence les travailleurs cypiotes, que Mélenchon proteste. Pas du tout ! C'est drapé dans la bannière tricolore, au nom de la France (c'est-à-dire de la bourgeoisie française effectivement bien malmenée dans l'UE par l'impérialisme allemand), bref dressé contre l'Europe sous domination allemande (il n'ose pas dire sous la domination « des boches ») que Mélenchon proteste. C'est sur le terrain du chauvinisme le plus écœurant qu'il condamne Moscovici. D'ailleurs Mélenchon précise : « *Je ne suis pas pour que la France quitte la zone euro* ». Alors on peut dire que si la politique du gouvernement dont Moscovici est le ministre est réactionnaire, la « critique » de Mélenchon l'est plus encore si cela est possible.

---

### La politique du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel ouvre la voie à la mobilisation réactionnaire de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie aux élections partielles et dans la rue sous la houlette de l'Église

---

On voit en tout cas les effets de la politique des uns et des autres dans le résultat des élections partielles de l'Oise. La candidate du PS perd presque deux voix sur trois par rapport aux résultats d'il y a à peine dix mois, passant de plus de 15000 voix à moins de 6000. Il n'y a aucun bénéfice tangible pour le candidat de Front de Gauche qui ne fait guère plus de 2% des inscrits. Notons d'ailleurs que la direction nationale du PS a appelé toute honte bue à voter pour l'UMP au second tour (la candidate locale s'y refusant). Le désaveu de la politique du gouvernement parmi les travailleurs est d'autant plus manifeste que l'UMP est victorieuse dans des conditions de crise interne aiguë, à nouveau exacerbée par la mise en examen de Sarkozy.

Mais au-delà de cette victoire électorale, avec un score au demeurant médiocre du candidat UMP, le fait notable est le score en large augmentation de la candidate du Front National qui voit son nombre de votants augmenter de 2000 voix par rapport à il y a 10 mois. La prise en charge totale par le gouvernement des mesures anti-ouvrières, l'augmentation du chômage, de la misère, de la précarité qui résulte de cette politique dans le cadre de la crise aggravée du capitalisme conduit, sur le plan électoral, en même temps qu'à l'abstention de l'électorat ouvrier, à la mobilisation significative sur le vote Front National, non seulement de la petite-bourgeoisie devenant enragée mais aussi du sous-prolétariat, voire des couches les plus arriérées du prolétariat. Telle est le résultat et la

responsabilité du PS, du PCF et des dirigeants syndicaux qui soutiennent le gouvernement.

Le succès de la nouvelle manifestation contre le « mariage pour tous » découle des mêmes processus politiques. Il

faut noter que c'est la hiérarchie catholique qui de manière à peine camouflée est à l'initiative de cette manifestation, dans laquelle évidemment s'engouffrent toute la réaction et la direction de l'UMP.

### A quelles conditions politiques peut-on imposer à la majorité PS-PCF de l'Assemblée de rompre son soutien au gouvernement ?

Que faut-il conclure de tout cela ? Que tout compte fait l'élection en juin dernier d'une majorité PS-PCF n'avait au bout du compte aucune importance ? Certes pas. Mais aucune naïveté n'est permise. Les députés PS-PCF ne modifieront pas leur position, ils ne se dresseront pas contre le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel de leur propre initiative, sur la base des courtoises délégations qu'ont organisées auprès d'eux ici ou là les responsables CGT, FO ou FSU. Ils ne le feront que

contraints par le mouvement des masses convergeant vers l'Assemblée nationale leur imposant dans un puissant affrontement de classes de cesser de voter les lois réactionnaires, de déposer le gouvernement d'alliance avec la bourgeoisie, et (étape possible mais non certaine) de constituer un gouvernement des seuls PS et PCF responsable devant eux. Mais c'est précisément cet affrontement que les dirigeants CGT, FO, FSU font tout - chacun dans leur domaine de responsabilité - pour éviter.

### Transcription dans la loi de l'accord MEDEF-CFDT de flexibilité : un simulacre de front uni CGT-FO pour un simulacre de revendication

Cette volonté d'éviter l'affrontement s'est particulièrement illustrée sur la question de la loi flexibilité qui va être incessamment à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Dans le dernier numéro de *CPS*, en date du 15 janvier, nous écrivions alors que le résultat de la concertation MEDEF-directions syndicales n'était pas encore connue : « Rien ne dit pourtant que la CGT et FO pourront aller jusqu'à la signature. (...) Mais tant que rien n'est formellement annoncé des intentions des dirigeants, il faut combattre contre la signature des deux centrales. Au-delà de ce combat, si comme Hollande en a annoncé l'intention, le gouvernement prétend légiférer, il faudra imposer aux directions syndicales qu'elles engagent le combat effectif contre toute législation remettant en cause le droit du travail, en particulier au moment du passage de la loi à l'Assemblée nationale. »

Certes, et comme nous le laissions prévoir, CGT et FO n'ont pu aller jusqu'à la signature. Mais ont-ils engagé le « combat effectif » ? C'est ce qu'ils voudraient nous faire croire ; et avec eux non seulement le Front de Gauche mais toutes les forces dites d'extrême gauche. Parmi ceux-ci, et non parmi les moins enthousiastes, le POI (Parti Ouvrier Indépendant) et son journal *Informations Ouvrières* qui transcrit un communiqué de son bureau national en date du 23 février qui déclare : « L'appel lancé par les confédérations CGT et CGT-Force Ouvrière à la journée de mobilisation du 5 mars contre la loi flexibilité que le gouvernement prétend imposer en application de l'accord patronat-CFDT, accord honteux qui prétend disloquer l'unité du Code du travail et enchaîner les organisations syndicales à son démantèlement, constitue un encouragement pour tous les travailleurs. Cet appel lancé par les deux confédérations à se dresser contre sa transposition en loi se heurte frontalement (ndlr : rien que ça !) au compromis historique que le président de la république tente d'imposer aux organisations. »

Essayons de saisir la réalité sans fard par-delà les roulements de tambour du POI. « Encouragement pour

tous les travailleurs » ? Mais pourquoi alors les travailleurs si vigoureusement « encouragés » ont-ils si médiocrement répondu à l'appel des dirigeants CGT et FO qui ont eux-mêmes annoncé en tout et pour tout 200 000 manifestants dans toute la France, témoignant du fait que, pour l'essentiel, « la base » ne s'était pas déplacée ?

La raison en est simple : ils ont instinctivement compris qu'à l'inverse des phrases ronflantes du POI, il ne s'agissait en rien de « heurter frontalement » le gouvernement. Et en particulier, un mot d'ordre a été soigneusement banni des cortèges : celui de retrait du projet de loi. Quelques jours avant le 3, FO annonce un premier « succès » : certaines dispositions de la loi auraient été « retoquées » par le Conseil d'État. Dirigeants CGT et FO sont aimablement auditionnés à l'Assemblée nationale. On y apprend qu'ils ont beaucoup expliqué aux députés (de tout bord, précise-t-on à FO) les « aspects nocifs » de l'accord. La direction de la CGT précise par le biais d'Agnès Le Bot, secrétaire nationale : « Notre priorité est de neutraliser les aspects régressifs de l'accord et d'obtenir une loi qui sécurise vraiment les salariés. ». Comme quoi il doit bien y avoir des aspects progressifs – au moins « non-régressifs ». Et c'est ainsi que le ministre Sapin a pu se répandre pendant de longues semaines – sans risque de démenti – sur le fait que CGT et FO n'étaient pas autant opposés que cela à l'accord, qu'ils seraient les premiers à mettre en œuvre les dispositions de la loi, une fois celle-ci adoptée.

Depuis s'est tenu le congrès de la CGT où la direction a refusé même que soit mise aux voix le mot d'ordre de retrait du projet de loi et où a été adopté un « appel aux salariés » qui écarte ce mot d'ordre. Une journée d'action est appelée le 9 avril. La seule différence avec la 5 mars est que cette fois-ci, il n'y aura pas même d'appel commun des directions syndicales, CGT, FO et SUD appelant séparément. On ne saurait plus scientifiquement organiser la bousille de toute possibilité de combat contre le projet de loi.

### L'appareil Force Ouvrière monte en première ligne

Le rejet officiel par le congrès CGT du mot d'ordre de « retrait du projet de loi » permet au dernier communiqué FO de parler lui de « retrait ». « Comme annoncé, nous

continuons notre pression militante auprès des députés et sénateurs contre la transposition de l'ANI en projet de loi, dont nous demandons le retrait.



*En effet, sur les éléments clés liés à la flexibilité, nous ne pouvons en aucun cas être d'accord avec des dispositifs remettant en cause les droits des salariés. Concomitamment, de manière pragmatique, nous intervenons également sur chacun des articles du projet de loi.* » C'est un leurre grossier. FO demande le retrait et « concomitamment intervient sur chacun des articles ». Autrement dit, une chose et son contraire.

Mais il y a mieux. Un des dispositifs essentiels du projet de loi consiste dans la possibilité d'accords compétitivité-emploi qui, dérogeant aux conventions collectives et suspendant y compris les accords d'entreprise antérieurs, permettent au patron de diminuer les salaires, d'augmenter le temps de travail, de supprimer même des postes de travail au nom de la « pérennité » de l'entreprise. Or au moment même où FO appelait à la journée d'action du 5 mars, FO Renault signait un super accord compétitivité-emploi : « Outre la suppression nette de 7.500 postes, l'accord prévoit une augmentation de 6,5% du temps de travail, une refonte des comptes épargne-temps et un gel des salaires en 2013 » (TF1 News). Le gouvernement par la bouche de Montebourg avait très explicitement enjoint les directions syndicales de signer : FO s'est exécuté.

Renault n'est pas un cas isolé. A PSA, FO a signé aussi l'accord entérinant les 11000 suppressions de poste. Sur un autre plan, la signature de l'accord sur les retraites complémentaires du privé (AGIRC, ARRCO) constitue un point d'appui de première importance pour le MEDEF et le gouvernement. Il entérine officiellement la

désindexation des retraites complémentaires sur les prix à raison de 1% de baisse du pouvoir d'achat des retraites par an. Notons que la signature a été acquise à l'unanimité du bureau confédéral, ce qui signifie avec le vote favorable du membre du POI. Voilà qui met à leur juste place les déclarations ronflantes des dirigeants de cette organisation sur l'« indépendance syndicale », la lutte contre « les politiques d'austérité », etc. Le gouvernement pour sa part n'a guère caché que cette signature constituait un précédent et la voie à suivre pour la concertation à venir sur la contre-réforme à venir du régime général et des pensions de la Fonction publique.

Les récentes prises de position de l'appareil FO le manifestent : plus la crise s'approfondit, plus elle exige de l'appareil dirigeant des syndicats une prise en charge complète de l'offensive de la bourgeoisie contre les masses. Plus elle met à nu la mystification complète que constitue la pseudo « indépendance réciproque des syndicats et des partis » dont se targue la direction de FO, montrant que son contenu réel est la complète subordination à la bourgeoisie et à son gouvernement. Plus elle montre à l'inverse, et conformément à ce qu'indiquait Trotsky, que la véritable indépendance syndicale suppose une direction révolutionnaire du syndicat, où la défense des acquis s'inscrit dans le combat pour le renversement du capitalisme, pour l'appropriation collective des moyens de production. Les récents congrès de la CGT et de la FSU en fournissent encore une illustration.

---

### **Congrès CGT et FSU : l'appareil dirigeant obtient un blanc seing pour approfondir l'orientation de soumission au gouvernement et au patronat**

---

L'enjeu pratique du congrès était simple. Le projet de loi flexibilité n'étant pas encore adopté mais passant à l'Assemblée nationale début avril, la question était de savoir si la CGT allait mettre toutes ses forces pour combattre pour imposer à la majorité PS-PCF de rejeter le projet de loi. L'interview de Lepaon à *L'Humanité* donne la réponse, claire et nette : en aucun cas !

« Question : La CGT demande-t-elle son retrait ou cherche-t-elle à en rediscuter les contenus ?

Thierry Lepaon. *La stratégie c'est d'avancer. D'abord, nous voulons empêcher la transposition de l'accord dans la loi. Mais nous ne pouvons pas nous en contenter, car cela ne résoudra pas le problème des salariés confrontés aux stratégies financières des entreprises. Nous voulons changer de cap et nous sommes en capacité d'influencer le vote des députés pour que ce texte, rédigé par le Medef et ratifié par d'autres syndicats, ne soit pas transcrit en l'état. Notre démarche doit viser à changer le travail par une loi favorable aux salariés et qui leur permette, à travers les organisations syndicales, d'influer sur les choix stratégiques des entreprises. La CGT n'entrera pas en guerre contre le gouvernement en le qualifiant de libéral.* »

Donc : pas de demande de retrait, pas de guerre contre le gouvernement. Tout est dit. Alors, certes, dans le congrès, du sein même de l'appareil (la sélection des délégués

faisait que ne pouvaient l'être que des membres de l'appareil) s'est exprimée une opposition à l'orientation du « syndicalisme rassemblé » avec la CFDT, et même l'exigence que le congrès se prononce pour le retrait du projet de loi. Certes il a fallu à la direction utiliser les procédés d'étouffement bureaucratique classiques pour interdire que le congrès se prononce. Ces manifestations d'opposition marquent le fait que malgré la direction, la CGT reste un syndicat ouvrier. Mais au bout du compte, tant sur le rapport d'activité que sur le rapport d'orientation, la direction Thibault Lepaon a été confortée avec plus de 85% des votes favorables. C'est largement suffisant pour donner les coudées franches à la direction.

Le congrès de la FSU qui avait eu lieu un peu avant s'est conclu politiquement de la même manière. D'emblée, toute prise de position du congrès pour l'abrogation du décret « rythmes scolaires » (pièce décisive de la loi Peillon), proposée par les représentants du courant Front Unique, a été rejetée. Les votes du congrès permettent à la direction de s'associer de la manière la plus étroite à la mise en œuvre de celle-ci avec le soutien ouvert ou honteux des forces politiques dites d'extrême gauche (Ecole Emancipée, NPA, POI). L'issue du congrès constitue un véritable nœud coulant autour du cou des professeurs d'école qui avaient tenté d'engager le combat contre le gouvernement (voir article enseignement).

## Le prolétariat impuissant

Il faut le dire : dans la CGT, dans FO, dans la FSU, les succès de l'appareil dirigeant sont rendus plus aisés par le fait que ni dans le prolétariat ni dans la jeunesse ne surgissent des mouvements vigoureux qui menaceraient réellement la domination des appareils. Ainsi, les ouvriers de PSA ont été conduits à une effroyable impasse, entre la signature de FO – pour ne rien dire du syndicat patronal SIA - et les actions minoritaires de bousille initiées par la direction Lutte Ouvrière de la CGT qui avait préalablement pris soin d'interdire que ne s'exprime l'exigence de retrait du plan de licenciements.

La seule exception notoire dans la période récente est venue des professeurs d'école, en particulier à Paris. Par la grève massive, par l'appel aux directions nationales des syndicats de reprendre le mot d'ordre d'abrogation du

décret rythmes scolaires, ils ont un moment mis en péril une pièce essentielle du dispositif gouvernemental, à savoir la loi Peillon. Leur combat aurait pu avoir de puissantes répercussions dans la jeunesse confrontée à la loi Fioraso. On ne peut faire aucun pronostic sur le fait que la jeunesse sera en état ou non de se dresser contre ladite loi (voir supplément CPS dans ce numéro). Mais il est clair que si elle le fait, elle ne pourra plus désormais prendre appui sur la mobilisation des professeurs d'école. Car le congrès de la FSU, et de manière annexe la politique des dirigeants CGT, FO, SUD de l'enseignement, déviant le combat pour l'abrogation sur le terrain du combat municipalité par municipalité pour le report de la mise en œuvre du décret, ont fini par avoir raison des enseignants du primaire.

### En France, comme ailleurs, de puissants mouvements de classe sont inéluctables. Sur quelle perspective politique se préparer à y intervenir ?

Il faut pourtant le réaffirmer. La stabilité de la situation est purement apparente. A ceux qui pensent que les capacités du prolétariat sont épuisées, que la domination des appareils dirigeants traîtres est éternelle, les ouvriers de Bochum Opel, en Allemagne, viennent d'envoyer un puissant démenti en même temps qu'un avertissement pour l'avenir. Ils ont rejeté à plus de 75% un accord pourtant dûment signé par la direction de General Motors Opel et les dirigeants syndicaux de l'IG Metall : cet accord prévoyait moyennant contreparties (on sait ce que cela veut dire !) la fermeture de l'usine en 2016. Ce refus massif pose la question du combat effectif pour le retrait du plan patronal de fermeture et de licenciement massif. Nul doute qu'un tel combat aurait des répercussions bien au-delà des frontières de l'Allemagne.

Il est inévitable qu'en France même, des événements de même ampleur que ceux qui viennent de se produire au Portugal finissent par se produire. Ils y poseront les mêmes questions politiques : celle de la rupture des directions du mouvement ouvrier avec la bourgeoisie, son gouvernement, ses plans, celle d'ouvrir une perspective politique, donc une perspective gouvernementale pour la classe ouvrière.

Intervenir aujourd'hui en saisissant toutes les opportunités pour imposer la rupture du « dialogue social » des directions syndicales avec le gouvernement est une tâche centrale.

Mener ce combat, c'est préparer la mobilisation centrale contre le gouvernement qui, prenant appui sur l'existence d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, lui imposera par les méthodes de la lutte des classes de cesser de soutenir la violente politique anti-ouvrière du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel, mettant à l'ordre du jour la constitution d'un gouvernement des seuls PS et PCF dont les travailleurs exigeront la satisfaction de leurs revendications.

Il faut rappeler ce que disait Trotsky dans le *Programme de Transition* à propos d'un tel gouvernement :

« La tâche centrale de la IV<sup>e</sup> Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme est en contradiction avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. (...) »

Quoi de plus actuel ? Trotsky continue :

« Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir » est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale. » Aujourd'hui, la III<sup>e</sup> Internationale n'existe plus, mais le PS et le PCF, à un degré de putréfaction infiniment plus avancée qu'en 1938, existent encore. Et il ajoutait :

« La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable (...) si même cette variante historique, peu vraisemblable se réalisait un jour quelque part, et qu'un gouvernement ouvrier et paysan, dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la dictature du prolétariat. »

Certes depuis 1938, des changements d'une portée historique fondamentale se sont produits. L'URSS a été détruite, le rapport des masses aux vieilles directions s'est modifié. Mais la tactique de Trotsky reste la nôtre. Car face à l'approfondissement de la crise du capitalisme, l'urgence est la même qu'en 1938, à la veille de la catastrophe historique qui a suivi : la seule issue à la crise de la civilisation tient dans la prise du pouvoir par le prolétariat.

Le 28 mars 2013

